

Faim dans le monde, crime contre l'humanité

JEAN-PAUL DELÉAGE

En janvier 2007, des centaines de milliers de Mexicains ont manifesté contre l'augmentation du prix de la tortilla, la galette de maïs. En septembre 2008, en Italie, des millions de personnes ont participé à une journée de boycott de la consommation de pâtes. Au début de l'année 2008, les émeutes de la faim se propagent comme une traînée de poudre : Guinée, Mauritanie, Sénégal, Maroc, Ouzbékistan, Côte d'Ivoire, Pakistan. Au début du printemps, la police tire sur des manifestants affamés en Haïti. Le monde est entré dans une crise alimentaire globale, sans équivalent historique, aboutissement d'une imbrication complexe de décisions irresponsables et criminelles ; et qui administre encore une preuve des dysfonctionnements structurels et inacceptables du capitalisme mondialisé.

Les agrocarburants, baignés de sang, de sueur et de mort^[1]

La flambée des prix agricoles, cause première de la crise alimentaire, peut être analysée en termes économiques par l'étude des nouvelles formes de déséquilibre entre la croissance de la demande de nourriture et l'incapacité de l'offre à y faire face.

Du côté de la demande, trois facteurs ont été déterminants. Le développement des agrocarburants pour la circulation automobile, la croissance de la consommation de viande par les couches moyennes dans les pays émergents et le changement climatique. De nombreuses études ont démontré que seul le premier de ces facteurs pesait réellement dans les désordres actuels du marché alimentaire mondial^[2].

L'envolée de la production de biocarburants depuis 2006 a été un facteur récent décisif. Dans les pays du Sud, le développement des biocarburants a non seulement pour effet de réduire à la famine les plus démunis (les non-solvables), mais aussi d'accélérer la déstructuration des communautés paysannes par la préemption de leurs droits sur leurs terres ; ainsi 4 millions d'hectares ont été volés par les paramilitaires colombiens et replantés en palmiers à huile pour produire du biodiésel.

[1] La chercheuse brésilienne Maria Cristina Gonzaga, Du Fondacentro, un organisme du Ministère du travail, écrit : « *L'éthanol de canne à sucre baigne dans le sang, la sueur et la mort.* »

[2] J. Berthelot, « Analyse critique des causes de la flambée des prix agricoles mondiaux », <http://solidatitv.asso.fr>, 28 avril 2008.

Ce développement contribue également à l'effondrement de la biodiversité en accélérant le recul de la forêt primaire comme au Brésil ou en Indonésie. Les grandes puissances du Nord, et notamment l'Union européenne, sont directement impliquées dans ces choix politiques et financiers : « *Toutes les grandes banques européennes ont investi des milliards d'euros ces dernières années dans des entreprises lucratives de production d'agrocarburants comme Cargill, Bunch, ADM ou Brasil Biodiesel. On retrouve parmi ces investisseurs de grandes banques françaises telles que BNP Paribas, la Société générale, le Crédit Agricole, Natixis ou encore AXA qui sont impliquées financièrement dans trois de ces compagnies de production*^[3]... »

Sur leur propre territoire, les pays du Nord ne sont pas en reste. Ainsi les États-Unis, où se déterminent les prix mondiaux des grains sur lesquels les autres pays s'alignent, se sont fixés des objectifs littéralement déments pour la production de biocarburants. La production de maïs pour l'éthanol est passée de 14,4 % pendant la campagne 2005-2006 à 23,7 % pendant la campagne 2007-2008. La forte hausse du prix du maïs a entraîné en chaîne une augmentation des emblavures en maïs au détriment de celles en blé et en soja, d'où une forte hausse de leur prix ainsi que la tendance haussière généralisée du prix des céréales sur le marché mondial.

Dans l'Union européenne, l'objectif affiché est d'incorporer 5,75 % en 2010 et 10 % en 2020 de biocarburants aux carburants à la pompe. L'INRA estime qu'atteindre sans importations l'objectif pour 2010 nécessiterait 13 millions d'hectares, soit 20 % des surfaces arables actuelles. Quant à l'objectif de 2020, il aurait des répercussions inacceptables sur l'environnement et il impliquerait que plus d'un tiers des surfaces cultivées dans l'UE soit consacré à la production de carburants verts^[4] ! D'où la nécessité, si devait persister cette logique infernale, de recourir aux agrocarburants en provenance de pays du Sud, comme le Brésil, l'Indonésie ou la Colombie...

Pétrole et agrocarburants, géopolitiques de l'énergie

Un siècle durant, l'actuelle dépendance énergétique des pays anciennement industrialisés fut systématiquement desserrée par le recours à une géopolitique fondée sur les guerres pétrolières. Dès le début du 20^e siècle, le Moyen-Orient était déjà le lieu principal de confrontation entre les impérialismes. Il s'agissait avant tout pour les États britannique et nord-américain de faire prévaloir les intérêts de leurs sociétés pétrolières et d'opérer une certaine régulation

[3] Les Amis de la Terre,
www.amisdelaterre.org.

[4] J. Berthelot, *op. cit.*

garantissant l'accès des plus grandes d'entre elles à la rente minière. Aujourd'hui comme hier, la garantie du contrôle des ressources gazières et pétrolières repose « en temps normal » sur le développement des infrastructures (stockage, transport par tanker ou pipeline, raffineries, distribution...) et la signature d'accords commerciaux contraignants. Dès qu'un gouvernement tente de rompre la dépendance de son peuple, il est entraîné dans une spirale de représailles dont le creusement de la dette est le visage ordinaire et la guerre de représailles la manifestation la plus brutale. Ainsi s'expliquent les nombreux conflits qui ensanglantent encore le Moyen et le Proche-Orient, l'Afghanistan et le Caucase (le contrôle des itinéraires de transport du brut de la Caspienne est en jeu dans ces conflits entre compagnies russes, européennes et américaines). Mais la tentative la plus audacieuse pour repousser les limites géologiques de la planète a été le pari nucléaire, « conçu il y a [plus d'] un demi-siècle par l'élite scientifique européenne et né dans les horreurs de la guerre mondiale. Le triomphalisme de naguère a fait place au scepticisme de la communauté scientifique, voire à l'hostilité de populations entières^[5] ».

Une autre tentative mérite d'être rappelée : la décision du gouvernement militaire brésilien en novembre 1975, de financer un vaste programme d'alcool-carburant à partir de la canne à sucre. Prise sous la pression des gros propriétaires fonciers et des industriels du sucre, cette décision devait « permettre de trouver un débouché aux énormes excédents de leurs capacités de production, eux-mêmes liés à l'effondrement du marché mondial du sucre^[6] ».

La politique agro-énergétique du gouvernement brésilien a pris une tout autre ampleur en ce début de 21^e siècle puisque ce dernier est aujourd'hui l'un des acteurs centraux d'un nouveau rapport de force géopolitique au niveau mondial construit autour des agrocarburants. L'axe de ce nouveau système énergétique mondial est l'accord entre Lula et Bush (entre le Brésil et les États-Unis) destiné à créer un marché mondial des biocarburants. Cette géopolitique des agrocarburants vise à redessiner la carte de l'usage des territoires agricoles. À la logique d'organisation de l'espace organisé autour de l'impératif de production de cultures vivrières par les communautés paysannes se substitue désormais la logique de production de biocarburants par les grandes firmes agro-industrielles. Cette situation de concurrence avec la culture de produits agricoles alimentaires pèse lourdement sur les prix de la nourriture dans le monde entier. Elle devient insupportable pour des centaines de millions d'êtres humains qui souffrent de la faim.

La seconde génération d'agrocarburants à partir d'espèces non alimentaires, tel que l'eucalyptus, repoussera sans relâche la frontière des

[5] J.-Cl. Debeir, J.-P. Deléage et D. Hémerly, *Les servitudes de la puissance. Une histoire de l'énergie*, Flammarion, coll. « NBS », Paris, 1986, p. 259.
[6] *Ibid.*, p. 246.

territoires sous l'emprise de l'agro-industrie et la soumission des communautés paysannes à la logique sans fin de l'accumulation capitaliste. L'expulsion des populations paysannes de leur propre terre accélérera la logique implacable des flux migratoires vers des bidonvilles sans espoir. Voici d'ailleurs l'apparition miraculeuse d'une nouvelle espèce pour les terres dites marginales dont des millions d'hectares sont désormais voués à la plantation de *Jatropha*, qui se substitue aux cultures vivrières de céréales comme le mil ou de tubercules comme la patate douce, dans les régions arides de l'Afrique occidentale et de l'Inde^[7].

Les Amis de la Terre ont identifié trois grands itinéraires pour les agrocarburants en provenance du Sud^[8]. Tout d'abord l'accord entre Bush et Lula sur l'éthanol, dont la production, à partir du maïs et de la canne à sucre, couvre un territoire qui s'étire des États-Unis au Brésil. Il s'agit de « *définir une nouvelle géopolitique pour l'Amérique centrale et du Sud (pétrole contre agrocarburants)*^[9] ». Son premier objectif, à savoir la création d'un nouveau marché énergétique international, sera officialisé à l'occasion de la Conférence internationale sur les agrocarburants au Brésil en juillet 2008, conférence patronnée par l'Organisation des Nations unies. Les cultures énergétiques pourraient être étendues de 200 millions d'hectares sur le seul territoire brésilien avec la construction d'infrastructures à la mesure de ce projet pharaonique : éthanolducs, hydrovoies et autoroutes, zones portuaires. En stimulant l'industrie métallurgique à partir du fer du Gran Carajas, ce projet gigantesque scellerait pour toujours la destruction des écosystèmes et du tissu social dans cette région de l'Amazonie.

Ensuite, la chaîne de culture industrielle du soja transgénique, pour la production de biodiésel dans le cône sud de l'Amérique latine avec l'Argentine pour leader. Ce pays, déjà premier exportateur mondial d'huiles, cherche à devenir le premier fournisseur en biodiésel pour l'Europe. C'est à cette fin que le gouvernement argentin tente de négocier des tarifs douaniers préférentiels avec l'Union européenne. Aux 17 millions d'hectares ensemencés en soja transgénique depuis dix ans viendrait s'ajouter d'ici 2020 une surface équivalente, notamment par la déforestation de 4 à 7 millions d'hectares supplémentaires de forêts. Ainsi la production alimentaire diversifiée de produits alimentaires de base comme les céréales et la viande est brutalement subordonnée à une monoculture du seul biodiésel destiné à l'exportation. Cette folie froidement programmée prévoit même le déplacement des arbres fruitiers de montagne, des cultures maraîchères et des cultures irriguées de la Patagonie pour faire place à la filière soja transgénique-biodiésel^[10]. Les infrastructures doivent être à la mesure de ce gigantesque projet : autoroutes, barrages, accélération de l'aménagement de la voie fluviale

[7] Les Amis de la Terre, *op. cit.*

[8] Les Amis de la Terre (groupe local des Landes), « Géopolitique des agrocarburants. Manifeste pour un dé-développement », www.amisdelaerre.org/Geoplitique-des-Agocarburants.html, 22 décembre 2007.

[9] *Ibid.*

[10] *Ibid.*

Paraguay-Parana, aménagement de la zone portuaire de raffinage de Rosario programmés par l'IIRSA (Initiative pour l'intégration de l'infrastructure sud-américaine). Outre l'Argentine, toutes les régions et tous les pays du cône sud sont concernés, le Paraguay particulièrement.

Enfin, la plantation des palmiers dans les écosystèmes et les territoires indigènes. La base territoriale de production se situe pour l'essentiel en Malaisie et en Indonésie, à l'origine de 89 % du commerce mondial de l'huile de palme. La croissance de la demande en huile vient de l'Union européenne. Comme toujours cette politique exclusivement orientée par la logique agro-industrielle, est mise en œuvre : 1) dans le plus grand mépris de la préservation de la biodiversité avec l'éradication des dernières forêts humides tropicales primaires et des espèces qui lui sont inféodées, tel que l'orang-outang en Indonésie ; 2) dans l'ignorance barbare des droits des communautés indigènes dont la subsistance et la vie dépendent des ressources de ces forêts. Les protestations répétées de ces communautés sont niées par des gouvernements dont le discours officiel dément régulièrement la réalité de la tragédie de l'industrie du palmier à huile ; un seul exemple, un quart de la surface de la province du Sarawak (soit trois millions d'hectares) a été livré aux multinationales de l'industrie du bois dont tous les investissements dans la région sont désormais orientés par la volonté de prendre pied sur le marché mondial très lucratif du biodiésel.

L'Afrique est déjà désignée comme la prochaine proie des prédateurs des agrocarburants avec *Jatropha*, la nouvelle plante miracle, et la traditionnelle canne à sucre. Le Mozambique et le Nigéria sont d'ores et déjà dans la ligne de mire des groupes leaders du marché mondial de l'éthanol et du biodiésel.

Géopolitique de la faim

L'un des plus grands apports de *Géopolitique de la faim*^[11] de Josué de Castro est d'avoir montré que la faim des hommes est moins conditionnée par les facteurs naturels et géographiques qu'économiques et sociaux : « *Il ne suffit pas de produire des aliments, il faut encore qu'ils puissent être achetés et consommés par des groupes humains qui en ont besoin* » écrivait-il déjà en 1965. Concernant le rapport ressources/population qui a préoccupé tant de théoriciens, il s'est opposé aux thèses néomalthusiennes qui rendent la surpopulation, c'est-à-dire les affamés eux-mêmes, responsables de la faim alors que c'est la faim qui est la cause de la surpopulation.

[11] J. de Castro, *Géopolitique de la faim*, Les Éditions ouvrières, Paris, 1965.

La faim précisément, nous y sommes en cette aube du 21^e siècle. Et l'on peut affirmer que ce fléau se montre comme l'un des effets des désordres sociaux de la mondialisation du capitalisme. Ce processus a été caractérisé par la promotion sans relâche des performances de la technoscience et de l'industrie ainsi que par l'oubli, voire la destruction acharnée de l'économie rurale et agricole telle que patiemment développée par des générations de paysans, arc-boutés sur la production vivrière. Les alertes actuelles concernant la crise alimentaire ne sont pas le fruit du hasard mais le résultat d'une politique délibérée. On sait qu'aujourd'hui l'agriculture mondiale est elle-même dominée par un secteur moderne strictement soumis aux critères de rentabilité du capital n'employant guère que quelques dizaines de millions d'agriculteurs.

La grande masse des paysans rassemble encore, avec leurs familles, environ trois milliards d'êtres humains, soit près de la moitié de l'humanité. Ces derniers sont eux-mêmes partagés entre ceux qui ont bénéficié de la révolution verte (semences améliorées, engrais, eau, pesticides, motorisation), ceux qui ne sont pas équipés de moteurs et ceux enfin qui n'ont connu ni l'une ni l'autre. C'est parmi ces derniers que l'on trouve le plus grand nombre de victimes silencieuses de la faim.

La géopolitique de la faim est puissamment déterminée par des choix politiques conscients, qu'ils soient décidés ou contraints. Les principales lignes de force en sont connues. Ce sont celles du capitalisme mondialisé dans les secteurs amont de l'agriculture proprement dite (firmes semencières notamment) et plus généralement dans le secteur de l'industrie agroalimentaire. Secteur au sein duquel les géants de l'agrochimie et des biotechnologies comme Bayer-Cropscience et Monsanto, ainsi que ceux de la grande distribution comme Danone et Nestlé, soutenus par le gouvernement des États-Unis^[12] et les dirigeants de l'Union Européenne, jouent plus que jamais un rôle décisif dans l'administration et le contrôle du commerce mondial de la faim.

Cette administration et ce contrôle ont été systématiquement orientés par l'obsession d'organiser la fin des paysans, l'argument étant que la question agraire avait été résolue en Europe par l'exode rural. Pourquoi n'en irait-il pas de même actuellement à l'échelle mondiale, avec un siècle ou deux de décalage ? Aujourd'hui, le capitalisme mondialisé, après avoir résolu partiellement la question dans ses centres historiques, c'est-à-dire au prix de désastres humains et écologiques encore mal évalués, tente de résoudre à sa manière la question agraire dans ses périphéries. Mais ces dernières ont une extension spatiale et populationnelle sans commune mesure avec les modestes dimensions de la vieille Europe. Et cet objectif est sans doute hors de portée, « *sauf à*

[12] USDA, *Agricultural Projections to 2007 (OCE-2008-1)*, février 2008.

détruire consciemment une moitié de l'humanité » suivant l'expression radicale de Samir Amin^[13]. Le contrôle du système agroalimentaire mondial est l'un des principaux facteurs de mondialisation. Les leviers en sont connus : héritages des colonialismes revivifiés par la puissance de l'agrobusiness, soutien sans faille du capital financier et des institutions financières internationales (qui jouent de la dette comme d'un moyen de pression permanent), complicité des gouvernements des pays dépendants. La logique productive s'inscrit dans une matrice technique sans faille : monocultures pour l'exportation, agrottoxiques et plus récemment biotechnologies avec mise en culture d'OGM sur des dizaines de millions d'hectares^[14], sur tous les continents ; sans oublier l'encadrement de ces politiques agricoles par des spécialistes, agronomes notamment, qui ont largement contribué tout au long du siècle dernier à la transformation des pratiques agricoles et, par là même, à la reconfiguration des systèmes alimentaires dans le monde entier, comme l'a montré l'historienne américaine Deborah Fitzgerald^[15]. Ainsi, l'industrialisation de l'agriculture doit, par sa nature même, aboutir à l'expulsion des paysans des terres qu'ils cultivent. Une agriculture sans agriculteurs et une biodiversité totalement contrôlée par les maîtres des technosciences, tel est l'horizon nécessaire, toujours inavoué et inatteignable, de l'agro-industrie capitaliste.

Les OGM, solution à la crise alimentaire ?

Tels sont aussi les principes directeurs de la géopolitique de la faim, dans l'objectif de nourrir au moindre coût des populations prolétaires qui grossissent sans fin les bidonvilles de cités de déraison. Même si globalement, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la production alimentaire a augmenté plus vite que la population, il reste toujours 850 millions d'humains souffrant de la faim et 2 milliards de personnes présentant des carences nutritionnelles en protéines, vitamines ou minéraux. « *Le paradoxe est que plus des deux tiers des gens qui souffrent de la faim et de la malnutrition dans les pays du Sud sont des agriculteurs* »^[16]. » Cette sombre réalité est la preuve la plus flagrante de la faillite des politiques qui ont systématiquement privilégié les grandes monocultures à main-d'œuvre salariée par rapport à la multiplicité des savoir-faire des paysanneries des Suds. Cet état endémique de faim et de malnutrition qui touche un tiers de l'humanité conduit à s'interroger : le capitalisme n'entreprendrait-il pas une population « de

[13] S. Amin (dir.), *Les luttes paysannes et ouvrières au XXI^e siècle*, Les Indes Savantes, Paris, 2005, p. 12.

[14] M.-M. Robin, *Le monde selon Monsanto. De la dioxine aux OGM, une multinationale qui vous veut du bien*, La Découverte, Paris, 2008. Voir la recension de cet ouvrage dans ce numéro d'*Écologie & Politique*.

[15] D. Fitzgerald, « Mastering nature and Yeoman. Agricultural science in the twentieth century », in J. Krige et D. Pestre, *Science in the twentieth century*, Harwood, Amsterdam, 1997, p. 701-713.

[16] M. Dufumier, « Créativité paysanne dans le tiers-monde », *Écologie & Politique*, n° 31, 2005, p. 98.

réserve » de crève-la-faim, comme il lui est nécessaire d'entretenir une armée de réserve de chômeurs ?

Le dernier moyen mis en œuvre pour assurer le contrôle de la production agricole par les géants de l'agro-industrie est la fabrication d'OGM par le puissant complexe génético-industriel qui concentre d'immenses pouvoirs économiques, financiers, scientifiques et techniques, commerciaux et de propagande mensongère : « *Ces organismes génétiquement modifiés sont en réalité des chimères génétiques [...] et ces chimères sont brevetées*^[17] », et comme le souligne Jean-Pierre Berlan, ces chimères génétiques, comme les qualifiaient d'ailleurs leurs premiers inventeurs, sont le résultat mortifère de deux siècles d'industrialisation et d'*enclosure* du vivant. Et, pour le cartel des agro-industries, le meilleur moyen de « *savoir à quoi ressemblera la planète transgénique est de la faire. Notre planète est leur champ d'expérience et nous sommes leurs cobayes*^[18] ». Les risques sont inouïs et de deux ordres : la contamination irréversible et invasive de la flore de la planète entière par ces chimères ; l'entrée massive de ces chimères dans l'alimentation humaine sans qu'aucun test sérieux ait prouvé leur innocuité. Faut-il rappeler que le soi-disant « principe d'équivalence en substance » invoqué par les propagandistes des OGM est une vulgaire falsification démentie par de nombreuses expériences scientifiques^[19] ?

Deux objectifs sont poursuivis : créer un fait accompli irréversible qui enchaîne sans retour les paysans de la planète aux semenciers industriels, et éliminer définitivement toute alternative à la poursuite de l'industrialisation et de la privatisation du vivant. Les maîtres du complexe génético-industriel ont trouvé récemment leurs complices en France chez les parlementaires qui ont légalisé ces pratiques à hauts risques le 22 mai 2008, violant les vagues promesses issues des palinodies du Grenelle de l'environnement.

Les doutes sont pourtant nombreux sur le fait que les OGM soient la solution aux problèmes de sous-nutrition dans le monde et « *il y a plus de risques avérés et de nombreuses incertitudes liés à la culture de ces OGM*^[20] ». Ces risques sont connus. L'extension de la monoculture du soja transgénique au Brésil se mesure déjà en termes de dégradation des sols et de perte de la biodiversité. L'épandage des herbicides associés à ces OGM menace les cultures vivrières proches. La contamination lors de la pollinisation par dissémination des gènes manipulés est avérée à des distances dépassant la dizaine de kilomètres. Des génotypes capables de résister à la sécheresse ou à la salinité des sols pourraient être utiles aux paysans, à la condition qu'ils leur soient fournis gratuitement et « *intégrés à leurs variétés en conservant leur diversité*^[21] ». Actuellement, au contraire, surtout avec les OGM pesticides, le choix est celui

[17] J.-P. Berlan, « Les cloneurs », *Écologie & Politique*, n° 31, 2005, p. 59-70.

[18] *Ibid.*, p. 68.

[19] M.-M. Robin, *op. cit.*

[20] M. Dufumier, P.-H. Gouyon et Y. Le Maho, « Les OGM, une solution à la famine ? », *Le Monde*, 12 février 2008.

[21] *Ibid.*

de la culture de quelques variétés industrielles, sur d'immenses étendues de monocultures, choix qui conduit inexorablement à un désastre écologique à moyen terme. Si l'on ajoute les soupçons qui pèsent sur la toxicité des produits récoltés et des pesticides associés pour la santé humaine, il ne reste rien du plaidoyer en faveur des OGM comme solution aux difficultés de la production agricole dans le monde à des fins alimentaires.

Ouvertures pour un autre monde

Toutes les activités de production, circulation et consommation des marchandises sont soumises à l'ordre injuste de notre monde. La crise alimentaire est l'une des faces les plus criminelles de cette injustice. Les industries agroalimentaires, pharmaceutiques et chimiques, de l'énergie et du transport, sont parties prenantes d'un système globalisé qui s'auto-entretient par la promotion agressive de l'idéologie du progrès. Cette dernière prend aujourd'hui le visage acceptable du développement durable. Or, tout ce qui constitue ce développement est irrigué par une consommation d'énergie insoutenable (qu'il s'agisse de pétrole ou d'agrocarburants) tant en termes sociaux qu'écologiques et énergétiques. La Chine devient le paradigme de cette aberration sociale et écologique mondiale. Plus grande usine du monde, la Chine reproduit en effet le modèle de production/consommation du capitalisme global tout en approvisionnant le Nord de tous les produits manufacturés que consomme ce dernier. Ce pays contribue ainsi à élargir aux dimensions de la planète le « modèle pétrolier » aux origines de la dépendance technologique, des inégalités entre les hommes et de l'appauvrissement des territoires qu'ils occupent.

Le projet de substitution des agrocarburants au pétrole ne vise qu'à alimenter les flux de marchandises sans cesse élargis et étendus par l'exploitation toujours plus agressive de la nature et du travail. Cette substitution ne fait que déplacer les injustices faites aux hommes et les dégradations infligées à la nature en aggravant la situation alimentaire de tous les non-solvables. Il n'y aura pas d'issue humainement acceptable sans accès de toutes les sociétés à leur souveraineté alimentaire et énergétique.

La réponse à la crise alimentaire est entre nos mains. Cette réponse suppose que soit donné un coup d'arrêt au mouvement de reféodalisation du monde au moyen de la mise en coupe réglée des peuples du Sud par les grandes sociétés transnationales qui utilisent à cette fin « deux

armes de destruction massive [qui] sont à l'œuvre : la dette et la faim » selon la forte expression de Jean Ziegler^[22].

Dans l'immédiat, trois objectifs doivent orienter l'action et la pensée des peuples maîtres de et sur leurs territoires : la souveraineté alimentaire, la souveraineté énergétique, elles-mêmes garanties par leur souveraineté politique. Dans une époque où règne le double langage des États et des grandes institutions internationales, à l'instar de la Banque mondiale qui reconnaissait dans son dernier rapport annuel que 4 % de l'aide publique internationale va à l'agriculture alors que 75 % de la population pauvre mondiale vit dans les espaces ruraux ; ou encore du document rédigé dans le cadre de l'IAASTD (International Assessment of Agricultural Science and Technology for Development) qui montre la prise de conscience de la pérennité d'une grande pauvreté rurale et qui affirme qu'on ne peut pas jouer sur le seul facteur de la technologie pour limiter la pauvreté^[23]. Renversement total d'optique rejoignant une déclaration déjà ancienne de la FAO (Food and Agriculture Organization) selon laquelle « *une conversion planétaire à l'agriculture biologique, sans défrichement de zones sauvages à des fins agricoles et sans utilisation d'engrais azotés [...] dans les pays en développement [...] permettrait d'accroître la production de 56 %*^[24] ».

Les voies de l'avenir sont donc à chercher ailleurs que dans une industrialisation de la production alimentaire ignorante des besoins humains les plus élémentaires et des exigences écologiques fondamentales ; car cette dernière conduit inexorablement à la destruction des paysanneries du monde, ainsi qu'à d'inacceptables souffrances humaines et de non moins inadmissibles conséquences environnementales. Les propositions en ce sens ne manquent pas^[25].

Ce qu'il s'agit aujourd'hui de « *recommencer, oui de recommencer* », comme l'affirme Jean Ziegler^[26], c'est de refaire le monde dans un processus analogue à ce que fut la révolution française. Car comme l'a écrit Emmanuel Kant à son propos : « *Cet événement est trop important, trop mêlé aux intérêts de l'humanité et d'une trop grande influence sur toutes les parties du monde pour que les peuples, en d'autres circonstances, ne s'en souviennent et ne soient pas conduits à recommencer l'expérience*^[27]. »

[22] J. Ziegler, *L'empire de la honte*, Fayard, Paris, 2007.

[23] IAASTD, 12 avril 2008, www.agassessment.org.

[24] FAO, Rapport de la Conférence internationale sur l'agriculture biologique et la sécurité alimentaire, FAO, Rome, 3-5 mai 2007.

[25] J. Matouk, « Les fonds souverains pour secourir l'agriculture vivrière. La production alimentaire n'augmentera pas sans l'irrigation des sols et le microcrédit aux paysans du Sud », *Le Monde*, 20 mai 2008 ; A. Sen, « The rich get hungrier », *The New York Times*, 28 mai 2008.

[26] J. Ziegler, *op. cit.*, p. 339.

[27] E. Kant, « Le conflit des facultés », *Œuvres philosophiques, Tome II : Des prolégomènes aux écrits de 1791*, Gallimard, coll. « Bibliothèque de La Pléiade », Paris, 1985.